

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 10 octobre 2016
(Convocation du 27 septembre 2016)



Aujourd'hui, le dix octobre deux mille seize à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Odile LAFITTE

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusées et avaient donné procuration :

Mesdames Nathalie BARROUILLET et Denis SAINT PE

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Céline SALLES

Messieurs Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Odile LAFITTE

OBJET : DOSSIER III - affaires budgétaires / Sortie de biens de l'inventaire : régularisation suite à échange multilatéral d'immeubles ruraux

Exposé des motifs :

Par acte d'échange multilatéral d'immeubles ruraux du 11 mars 2015 il a été échangé les biens suivants :

➤ Parcelles cédées par l'Institution Adour :

DÉSIGNATION

- A TOSTAT (Hautes-Pyrénées),

Deux parcelles de terre, figurant à la matrice cadastrale sous les références suivantes :

Section	N°	Lieudit	Surface
A	32	BRUCATES	66 a 66 ca
A	34	BRUCATES	93 a 64 ca

- A SARNIGUET (Hautes-Pyrénées),

Deux parcelles de diverses natures, figurant à la matrice cadastrale sous les références suivantes :

Section	N°	Lieudit	Surface
A	760	L'ADOUR	05 a 88 ca
A	772	LA MESPLERE	12 a 49 ca

- A SARNIGUET (Hautes-Pyrénées),
Une parcelle de terre,
Figurant à la matrice cadastrale sous la référence suivante :

Section	N°	Lieudit	Surface
A	782	LA MESPLERE	1 a 58 ca

L'immeuble cédé est d'une valeur de 21 036,00 €.

➤ **Parcelles attribuées à l'Institution Adour :**

DÉSIGNATION

- A SARNIGUET (Hautes-Pyrénées),
Sept parcelles de terre, figurant à la matrice cadastrale sous les références suivantes :

Section	N°	Lieudit	Surface
A	765	LA MESPLERE	08 a 34 ca
A	768	LA MESPLERE	01 a 70 ca
A	777	LA MESPLERE	01 a 72 ca
A	774	LA MESPLERE	02 a 59 ca
A	780	LA MESPLERE	02 a 61 ca
A	783	LA MESPLERE	14 a 08 ca
A	788	LA MESPLERE	08 a 90 ca

L'immeuble reçu est d'une valeur de 18 036,00 €.

Cet échange conduit à une soulte en faveur de l'Institution d'un montant de 3 000 €.

Il convient donc aujourd'hui d'enregistrer cet échange et :

- de sortir les parcelles cédées de l'actif,
- d'enregistrer le bien acquis dans l'inventaire,
- de régulariser cette opération d'un point de vue comptable.

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

De sortir ce bien de l'inventaire.

Article 2

De procéder, afin de régulariser l'entrée dans le patrimoine de l'institution des parcelles reçues, aux opérations budgétaire suivantes :

- d'une part, en section de fonctionnement, émission d'un titre au compte 775 (Produits des cessions d'immobilisations) pour 18 036 €.
- d'autre part, en section d'investissement, émission d'un mandat au compte 2111 (Terrains) pour 18 036 €

Article 3

De procéder, afin de régulariser d'un point de vue comptable la sortie du bien de l'actif, aux opérations d'ordre budgétaire suivantes :

- d'une part, en section de fonctionnement, émission d'un mandat au compte 675 (valeur comptable des immobilisations cédées) pour 21 036 €;
- d'autre part, en section d'investissement, émission d'un mandat au compte 2111 (Terrains) pour 21 036 €.

Article 4

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 10 octobre 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40026 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

